Arthur
DELAPORTE
DÉPUTÉ DU CALVADOS



N°5
NOVEMBRE 2026
LE JOURNAL DE VOTRE DÉPUTÉ

BILAN DE MANDAT 2025-2026

4 ans à vos côtés

Rencontrons-nous !
Dates des réunions publiques en dernière page :
***Bilan du député, qualité de l'eau, loi sur la fin de vie…* venez échanger !**

→

L'édito du député

En 2022, vous m'avez fait l'honneur de m'élire député de la deuxième circonscription du Calvados. Après la dissolution hasardeuse d'Emmanuel Macron **en 2024, vous m'avez de nouveau fait confiance pour porter votre voix, vos valeurs, vos espoirs mais aussi vos inquiétudes à l'Assemblée nationale**.

Je saisis chaque jour la responsabilité qui m'incombe alors que notre pays traverse une succession de **défis sociaux, écologiques et économiques.**

Vous êtes de plus en plus nombreuses et nombreux à frapper à la porte de ma permanence parlementaire pour faire part de vos attentes et des difficultés que vous rencontrez au quotidien : logement, accès aux aides, recherche d'emploi, galères administratives ou financières. **Mon équipe et moi-même restons à votre écoute** et, quand cela est possible, nous intervenons pour essayer de dégriper une machine qui manque parfois cruellement d'humanité.

Les politiques menées depuis 2017 ont accentué les inégalités par la casse de notre modèle social et l'affaiblissement des services publics. Malgré une absence de majorité à l'Assemblée nationale, la justice fiscale n'est toujours pas au rendez-vous.

Alors qu'au moment d'écrire ces lignes nous nous apprêtons à examiner un budget d'austérité, je souhaite réaffirmer ma conviction qu'**une alternative aux politiques libérales et à l'extrême droite mortifère subsiste**. En défendant des politiques publiques d'ampleur pour nos écoles, nos hôpitaux, l'adaptation au changement climatique nous parviendrons à renverser la table.

Il n'y a pas de fatalité. Les combats, nous en avons gagné et nous continuerons : avec la loi sur la fin de vie ou la suspension de la réforme Borne au Parlement, localement avec des maintiens de classes, des dossiers débloqués ou des subventions acquises après de longs combats...

Vous pouvez compter sur mon engagement pour continuer ce travail avec détermination, avec vous !

Fidèlement,



SOMMAIRE

Les chiffres de mon activité depuis 4 ans p. 3

Protéger la jeunesse p. 4

Santé, droits des femmes p. 6

Travail, emploi, retraites p. 8

Protéger le consommateur, garantir le droit au logement p. 10

Démocratie & discriminations p. 12

Écologie, international p. 14



Elise CASSETTO-GADRAT

Faire collectif

Suppléante d'Arthur Delaporte depuis 2022 à la suite de Laurence Dumont, conseillère départementale du Calvados et conseillère municipale d'Hérouville-Saint-Clair, nous avons avec Arthur à coeur de mener le combat pour la justice et contre le mal logement, pour la jeunesse et la protection de l'enfance, et contre l'exclusion, en sachant que **ce qui fait notre force est notre capacité à toujours jouer collectif.**

4 ans de mandat

MON BILAN EN CHIFFRES

PRÈS DE CHEZ VOUS

940 **visites de terrain**
habitants,
associations,
entreprises

+3 000
habitants accueillis à l'Assemblée

+1 000
rendez-vous en permanence

225
cérémonies et commémorations

Depuis 2022, à l'Assemblée Nationale

521
propositions de loi déposées ou cosignées

5 106 votes en séance

2 180 interventions orales

188 questions écrites







PROTÉGER LA JEUNESSE

Encadrement des réseaux sociaux et défense de l'École publique : la protection de l'enfance est le fil rouge de mon action.

À L'ASSEMBLÉE

Président de la commission d'enquête sur TikTok : du constat à l'action

178
personnes auditionnées en 3 mois

90
heures d'auditions

30 000
réponses citoyennes
dont 19 000 lycéens

13+78=91
recommandations
Issues de la commission d'enquête et du rapport remis au Premier ministre

Depuis ma première élection, le combat contre l'emprise des géants du numériques et les dérives des réseaux sociaux est au cœur de mon travail. En 2023, j'ai rédigé et fait voter la première loi transpartisane encadrant l'activité des influenceurs qui promouvaient des arnaques et produits dangereux. J'ai ensuite présidé la commission d'enquête sur TikTok qui nous a conduit à proposer en France et en Europe des évolutions majeures des réseaux à partir d'un constat simple : l'algorithme et des fonctionnalités nocives mettent gravement en danger des utilisateurs.

« Le constat est sans appel »

Pour Tiktok, le constat est sans appel : afin de maximiser les profits, la plateforme met en toute connaissance de cause les utilisateurs en danger. J'ai donc saisi à deux reprises le Parquet de Paris, qui a donc ouvert une enquête pénale contre Tiktok, puis contre le réseaux X d'Elon Musk. J'ai ensuite remis au Premier ministre un rapport pour mieux outiller l'État face aux dangers d'internet et aux risques comme les compagnons d'intelligence artificielle.



POINT DE VUE

Interdiction des réseaux sociaux aux moins de 15 ans : pourquoi j'avais des inquiétudes sur la loi censurée

Inapplicable et menaçant sur certains aspects les libertés fondamentales, la version gouvernementale de la loi interdisant les réseaux sociaux aux moins de 15 ans a été censurée après ma saisine du Conseil constitutionnel. Je défends une autre voie : cibler les fonctionnalités dangereuses des plateformes et soutenir les enquêtes européennes contre Meta, Snapchat et TikTok. Je plaide pour privilégier la régulation à l'échelle européenne, la seule véritablement efficace. Elle arrivera avec le Kids Act qui devrait être examiné prochainement.

EN SAVOIR PLUS

Retrouvez mes travaux sur TikTok et le numérique

L'avant-propos et les 13 recommandations de la commission d'enquête TikTok, et mon rapport au Premier ministre (78 propositions).
Scannez le QR code ou rendez-vous sur arthurdelaporte.fr

EN CIRCONSCRIPTION, SUR LE TERRAIN

64 interventions dans des écoles

En soutien des élèves et des projets des écoles

Dans la circonscription, je me suis mobilisé **contre les fermetures de classes** à Ifs, Mondeville, Caen ou Hérouville notamment. Nous n'avons pas compté le nombre d'interventions de **soutien aux AESH** et aux familles qui en manquent cruellement.
En 2026, des classes de Cuverville, Ifs, Hérouville, Émiéville ont notamment participé au **Parlement des enfants**, travaillant à mes côtés sur un projet de loi consacré à la protection des mineurs face aux réseaux sociaux.
Depuis 2022, plus de 1200 enfants des écoles de la circonscription ont pu visiter l'Assemblée nationale :
c'est un honneur d'avoir accompagné leur parcours de citoyen.



Canicules : adapter le bâti scolaire

Les canicules de juin 2026 ont révélé le **retard d'adaptation de nos écoles**, avec des conséquences directes pour les élèves et les personnels.
À Caen, j'ai alerté la mairie et les services de l'État pour demander un **plan d'urgence pour les écoles, le périscolaire et les crèches**. Les solutions d'appoint ne suffisent pas : il faut engager des rénovations thermiques d'ampleur.

Mais encore...

À L'ASSEMBLÉE

J'ai fait adopter un amendement renforçant le budget du **3018**, numéro d'écoute des jeunes victimes de harcèlement pour pouvoir répondre à tous les appels.

Un **avocat** pour chaque enfant placé ou suivi par l'aide sociale à l'enfance : c'est une initiative socialiste concrète et utile.

Nous avons fait adopter le **repas à 1€** pour tous les étudiants. Nous nous battons pour reconduire cette mesure indispensable quand un étudiant sur deux saute des repas.

UNE SANTÉ PUBLIQUE

Se soigner près de chez soi, vivre à l'abri des violences : deux droits fondamentaux que je défends à l'Assemblée comme dans le Calvados.

À L'ASSEMBLÉE

Violences sexistes et sexuelles : changer d'échelle

L'affaire Lyhanna, le combat de Gisèle Pelicot, le nombre croissant de féminicides : notre pays a connu un électrochoc sur le traitement des violences sexistes et sexuelles et sur le sentiment d'impunité qui demeure. Les socialistes ont été à l'initiative d'une commission d'enquête sur le traitement judiciaire des violences sexuelles incestueuses commises contre les enfants, et sur la situation des parents protecteurs, notamment des mères.
Avec Céline Thiébault-Martinez, nous avons porté la proposition de loi intégrale contre les violences sexistes et sexuelles, en cours d'examen. Elle couvre l'ensemble des politiques publiques. Pour réussir, elle devra s'accompagner d'un budget à la hauteur de l'urgence, à l'image du modèle espagnol. J'ai fait adopter dans ce texte un article pour mieux faire retirer des contenus de cyberharcèlement ou de violences en ligne.

EN CIRCONSCRIPTION, SUR LE TERRAIN

Défendre la Maison des Femmes du Calvados



Avec ma suppléante, Élise Cassetto-Gadrat, nous avons appelé l'État, le CHU de Caen, l'ARS et les collectivités à renforcer significativement les moyens et l'appui à la mise en place de la Maison des Femmes du Calvados, pour qu'elle puisse poursuivre et développer ses missions. Désormais présente au CHU, la mise en place s'accélère.

POINT DE VUE

Fin de vie : garantir les soins palliatifs et le droit de choisir

Face aux fortes inégalités territoriales d'accès aux soins palliatifs, nous avons défendu leur développement partout en France. Nous avons également soutenu la création d'un droit renforcé à l'aide à mourir. Ma conviction a été renforcée par l'assemblée citoyenne de circonscription composée de personnes volontaires et tirées au sort, qui a travaillé en 2023 et 2024 sur ce sujet difficile et essentiel. **Pour échanger sur les modalités d'application de la loi, je vous propose de venir, le 1er décembre, rencontrer le spécialiste de la question, mon collègue Stéphane Delautrette (infos pratiques en p. 16).**

À L'ASSEMBLÉE

Déserts médicaux : réguler enfin l'installation des médecins, la droite sénatoriale s'y oppose

1 sur 10
Français sans médecin traitant

8 millions
de personnes en désert médical

250+
député·es soutiennent le texte

Face à cette urgence, le Gouvernement s'en tient à des mesures incitatives, dont vingt ans d'expérience ont démontré l'inefficacité. Avec Guillaume Garot, les socialistes ont porté une proposition de loi transpartisane : installation libre dans les déserts médicaux, mais conditionnée à un départ dans les zones bien dotées. Adoptée à une très large majorité en mai 2025, elle est bloquée par la droite au Sénat. Nous demandons au Gouvernement d'en poursuivre l'examen.

EN CIRCONSCRIPTION, SUR LE TERRAIN

CHU et psychiatrie : l'hôpital caennais sous tension

10
courriers à la ministre de la santé



Au CHU de Caen, le manque de personnels, en particulier aux urgences, est préoccupant : j'ai rencontré soignants, syndicats et patients, et alerté l'ARS du Calvados et me suis rendu à 5 reprises aux urgences. J'ai interpellé à plusieurs reprises le gouvernement sur la situation du CHU. J'ai aussi accompagné les personnels des cliniques St Martin et de la Miséricorde pour obtenir des revalorisations salariales.
À l'EPSM (Établissement public de santé mentale), face à la pénurie de psychiatres et à l'épuisement des équipes, j'ai suivi la reconstruction de la filière post-urgences, agi contre le départ des médecins étrangers et j'accompagne l'ouverture d'une antenne du futur CMP d'Évrecy sur l'agglomération.

Mais encore...

À L'ASSEMBLÉE

Co-président du groupe d'études VIH / Sida j'ai défendu une résolution adoptée à l'unanimité dans l'hémicycle pour maintenir les crédits de lutte contre le Sida. Objectif : zéro transmission d'ici 2030.

Vote pour : prise en charge intégrale des frais spécifiques au cancer du sein et mise en place d'un registre des cancers pédiatriques

En circonscription, Sid'Accueil Normandie a fêté ses 30 ans d'action sur notre territoire, bravo à l'équipe pour leur action !



MIEUX VIVRE DE SON TRAVAIL

Protéger l'emploi, défendre notre industrie, partir à la retraite dans la dignité.



À L'ASSEMBLÉE

Sous-traitance : je porte une proposition de loi d'initiative ouvrière pour lutter contre les abus

Lutter contre les délocalisations commence par protéger les salariés des sous-traitants. J'ai accueilli à l'Assemblée les ex-salariés de GM&S et Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, et des représentants du monde du travail du Calvados pour échanger sur la responsabilité des donneurs d'ordres. Ces échanges ont permis de retravailler une proposition de loi co-écrite avec les ouvriers que je porte pour mieux encadrer la sous-traitance et garantir des droits aux salariés.

POINT DE VUE

Assurance chômage : stop à la casse

Depuis 2017, les gouvernements successifs stigmatisent les demandeurs d'emploi. En tant que chef de file de l'opposition sur ce texte, j'ai dénoncé les réductions des droits à l'assurance chômage des macronistes et le harcèlement des allocataires RSA.

NOS PROPOSITIONS POUR L'EMPLOI

1. Un protectionnisme social et environnemental aux frontières de l'Union européenne, et une harmonisation des droits sociaux par le haut.
2. Des marchés publics, qui pèsent 8 % du PIB, réservés aux entreprises qui respectent nos normes, comme les socialistes l'ont obtenu pour les énergies renouvelables.
3. Une fiscalité juste : que les TPE et PME ne paient plus pour les grands groupes, et des aides publiques conditionnées à des engagements sociaux et environnementaux.

À L'ASSEMBLÉE

Le droit à la retraite pour toutes et tous !

3,5 millions
de Françaises et Français partiront 3 à 6 mois plus tôt grâce à la suspension de la réforme des retraites, que nous avons obtenue avec les socialistes.

1,6 million de "tucistes"
Bénéficiaires des T.U.C., SIVP et dispositifs assimilés peuvent partir à la retraite plus tôt grâce au rapport que j'ai rendu au gouvernement en 2022 (jusqu'à 4 ans de gagnés)

Outre la réforme des retraites d'Elisabeth Borne que j'ai ardemment combattue, et que nous avons réussi à suspendre avec les socialistes en 2026, il est un sujet que je défends depuis mon élection : la reconnaissance des trimestres pour les bénéficiaires TUC (travaux d'utilité collective). Après une longue bataille qui a déjà permis à plusieurs centaines de milliers de personnes de faire valoir des droits à la retraite dont ils étaient privés, je souhaite désormais qu'ils soient considérés comme "cotisés" et non "assimilés" afin de permettre aux carrières longues d'en bénéficier. Je n'ai de cesse d'alerter le gouvernement sur cette nécessité.

ANCIEN TUC ? VOUS ÊTES CONCERNÉ.E
Vérifiez vos trimestres TUC sur votre relevé de carrière (info-retraite.fr). Besoin d'aide ? Écrivez nous !

EN CIRCONSCRIPTION, SUR LE TERRAIN

Défendre l'emploi industriel



Zoom sur le Doliprane
À Lisieux, j'ai dénoncé aux côtés des salariés la vente par Sanofi de la production du Doliprane à un fonds américain, alors même que le site était rentable : il s'agissait simplement de dégager du cash pour le reverser aux actionnaires. Notre souveraineté sanitaire et industrielle est en jeu : préserver les emplois sur tous les sites doit être la priorité des pouvoirs publics.

Dans l'agglomération caennaise, les dernières années ont été marquées par des mobilisations importantes que j'ai accompagnées. Je pense en particulier aux salariés de Bosch et Valéo à Mondeville, ou ceux de Cenexi à Hérouville-St-Clair qui, en octobre 2026, manifestaient de nouveau contre les décisions du groupe qui les a rachetés. J'accompagne aussi la mobilisation des salariés de la cimenterie de Ranville, qui dispose également d'un site sur Touffréville.



PROTÉGER LE CONSOMMATEUR, GARANTIR LE DROIT AU LOGEMENT

À L'ASSEMBLÉE

Achats en ligne : mes combats

Loi influenceurs
Un régime très protecteur pour les acheteurs en ligne, contre les promotions dangereuses ou bidons.

TikTok Shop
J'ai demandé la suspension de ce supermarché en ligne de la contrefaçon, en attendant sa mise en conformité.

Fast fashion
Avec mon groupe, nous avons porté un devoir de vigilance pour sanctionner le recours au travail forcé et au travail des mineurs.

60 Millions de consommateurs
Je me suis mobilisé aux côtés des salariés pour sauver le magazine, que le gouvernement a quand même liquidé. Je m'oppose à la reprise par Xavier Niel qui pourrait faire naître un conflit d'intérêts manifeste.

POINT DE VUE

Shein au BHV : un modèle destructeur

En commission des affaires économiques, j'ai interpellé le dirigeant du BHV sur l'arrivée de Shein, qui n'hésite pas à exploiter les Ouïghours, dans son magasin. Ce modèle détruit nos petits commerces, pollue massivement et bafoue les droits humains. Ce pari risqué a aujourd'hui contribué à la désertification du magasin.



À L'ASSEMBLÉE

LE CONSTAT

140 000

logements neufs manquent chaque année pour répondre aux besoins et soutenir le BTP

EN CAUSE

– Baisse des APL décidée par E. Macron
– Hausse de la TVA
– Moyens des bailleurs sociaux amputés (réduction de loyer de solidarité)

CE QUE NOUS AVONS OBTENU

+ 200 M€ puis 400 M€ pour les bailleurs sociaux (budgets 2025 et 2026)

Prêt à taux zéro étendu à tous les logements neufs

Statut de bailleur privé pour favoriser la location à prix encadrés

Loi « Airbnb », initiée par mon collègue PS Iñaki Echaniz : moins d'avantages fiscaux pour les meublés touristiques, plus de moyens pour les communes

NOS PROPOSITIONS

1. Une fiscalité favorable à la location longue durée
2. La reconduction de l'encadrement des loyers
3. Une garantie universelle des loyers
4. Une aide aux maires bâtisseurs
5. La rénovation du bâti rural

EN CIRCONSCRIPTION, SUR LE TERRAIN

Une porte ouverte pour chacun



Logement · Titres de séjour · Retraites · Handicap · Prestations

Mon équipe étudie chaque situation, informe sur les droits et intervient auprès des administrations (informations de contact en p.16)

1210 personnes accueillies **2100** dossiers suivis

LUTTER CONTRE TOUTES LES DISCRIMINATIONS

À L'ASSEMBLÉE

Lutter contre les symboles de haine : ma proposition de loi

Saluts nazis, défilés néonazis, vente d'objets faisant l'apologie de ces idéologies : face à leur multiplication, j'ai déposé une proposition de loi inspirée du modèle allemand.
Elle interdit la détention en vue de la propagande, l'exhibition publique et la vente de symboles d'organisations appelant à la haine, à la discrimination ou à la violence. Leur usage à visée historique, scientifique et culturel reste préservé. Une initiative née de notre territoire : à Caen, ville marquée par la Seconde Guerre mondiale et la Libération, la vente aux enchères d'objets de la Milice et des saluts nazis dans l'espace public ont rappelé l'urgence d'agir.



Anniversaire de la libération de Caen, l'occasion de rendre hommage à toutes les victimes et libérateurs.

EN CIRCONSCRIPTION, SUR LE TERRAIN

J'ai saisi le procureur

Canon français à Caen : l'inacceptable

La venue du Canon français et de son banquet à Caen a donné lieu à des chants racistes, des saluts nazis, des propos xénophobes et des dégradations. J'ai immédiatement rencontré les commerçants puis saisi le procureur de Caen, et demandé au ministre de l'Intérieur la plus grande vigilance sur cette organisation soutenue par le milliardaire d'extrême droite Pierre-Édouard Stérin.

FAIRE VIVRE LA DÉMOCRATIE

EN CIRCONSCRIPTION, SUR LE TERRAIN

ASSEMBLÉE CITOYENNE DE CIRCONSCRIPTION

Cette année encore, j'ai échangé avec les 25 citoyennes et citoyens tirés au sort ou volontaires de l'Assemblée de circonscription. Réunie à plusieurs reprises et échangeant régulièrement (sur les questions démocratiques ou la fin de vie) avec ses membres, je me réjouis de ce format de démocratie participative qu'il faut renouveler.

À L'ASSEMBLÉE

RÉFÉRENDUM D'INITATIVE CITOYENNE

Avec le bond des pétitions sur le site de l'Assemblée nationale, il est urgent de renforcer l'implication du citoyen dans le processus d'élaboration de la loi et de nos débats. Le référendum d'initiative partagée est trop compliqué à mettre en oeuvre. C'est pourquoi je soutiens le référendum d'initiative citoyenne qui est né de la crise des gilets jaunes. Un dispositif de démocratie directe. J'ai d'ailleurs mené tout un travail d'analyse des cahiers de doléances des gilets jaunes dans notre circonscription.

SÉCURITÉ : NOS POSITIONS

CONTRE

La dangereuse présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre

730 000

signatures pour la pétition contre ce texte

Adopté en première lecture grâce aux voix des macronistes et du RN, ce texte placerait policiers et gendarmes dans l'insécurité juridique et fragiliserait leur lien avec la population.

POUR

Une lutte globale contre le narcotrafic

Répression, prévention et lutte contre les addictions : nous avons défendu plus de moyens pour la police, la justice et les douanes et un soutien renforcé aux collectivités confrontées au narcotrafic, dans le respect des libertés publiques.

RÉUSSIR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

À L'ASSEMBLÉE

Pesticides : non aux lois Duplomb !

En juillet 2025, la droite, les macronistes et le RN ont fait adopter sans véritable débat la loi Duplomb, qui réintroduisait l'acétamipride, un néonicotinoïde dangereux pour les abeilles et pour la santé humaine. Avec mon groupe, nous avons saisi le Conseil constitutionnel, qui a censuré cette mesure.
Notre position : mieux accompagner une agriculture plus respectueuse de l'environnement.

Début 2026, le sénateur Duplomb récidive : pesticides interdits, méga-élevages, eau réservée aux irrigants. **Nous nous sommes opposés à cette loi « Duplomb 2 »**.

+2 millions

de signatures pour la pétition contre la loi Duplomb : un record

CLIMAT

Canicules, tempêtes, recul du trait de côte : le Calvados vit la crise climatique. Nous défendons une planification écologique financée par la justice fiscale, et nous nous sommes opposés aux coupes dans MaPrimeRénov' et le Fonds vert. Les socialistes ont fait adopter le premier texte de loi consacré à l'adaptation au changement climatique.

EAU **BIODIVERSITÉ**

L'eau est un bien commun. Nous refusons qu'elle soit accaparée par quelques-uns au détriment de tous, comme le prévoit la loi Duplomb 2, et nous défendons la protection des captages d'eau potable vis-à-vis des pesticides.
Avec mon groupe, nous avons fait reconnaître la responsabilité de l'État dans la pollution au chlordécone aux Antilles et proposons avec F. Barusseau une loi sur le sujet : venez en discuter le 26 novembre (voir p. 16).

EN CIRCONSCRIPTION, SUR LE TERRAIN

Fête du vivant à Caen : des échanges inquiets avec les associations



Constamment présent en soutien des mobilisations écologistes et des marches pour le climat, j'ai notamment eu l'occasion d'intervenir à la Fête du vivant organisée par le CREPAN à Caen. L'occasion d'echanger avec les associations de protection de la nature pour expliciter ma vision de la protection de l'environnement. Les inquiétudes sont fortes : baisse des moyens publics de contrôle, retour des pesticides, pression sur l'eau et le littoral. Je continuerai de porter leur voix à l'Assemblée.

SOUTENIR LES PEUPLES, DÉFENDRE LE DROIT

À L'ASSEMBLÉE

UKRAINE

Face à l'invasion russe, notre soutien au peuple ukrainien doit être réaffirmé. Le pouvoir russe est aussi source d'ingérences en France : j'ai en 2026 interpellé le ministre de l'Intérieur sur le titre de séjour de Xenia Fedorova, ancienne présidente de RT France, qui officiait sur CNews. Il a été suspendu.

PALESTINE

J'ai une pensée pour le peuple palestinien, qui subit la guerre menée par le gouvernement d'extrême droite de Benyamin Netanyahou. Face au génocide en cours, il est urgent de suspendre l'accord d'association UE-Israël, d'imposer un embargo sur les armes, d'appliquer les mandats d'arrêt de la Cour pénale internationale et de sanctionner les colons extrémistes en Cisjordanie. Nous avons déposé une proposition de loi en ce sens.

LIBAN

Au Liban, nous avons dénoncé la crise humanitaire et l'escalade des hostilités. Nous avons appelé au respect de la souveraineté libanaise et du droit international, au retrait israélien, au respect du cessez-le-feu et au désarmement du Hezbollah au profit de l'armée libanaise.

AVENIR INSTITUTIONNEL DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Dès la crise politique et les émeutes de mai 2024 causées par l'entêtement du gouvernement, j'ai appelé le Président de la République à suspendre la réforme du corps électoral pour rétablir le dialogue. L'Assemblée a rejeté la réforme constitutionnelle issue de "l'accord de Bougival", après que j'ai été nommé responsable d'un précédent texte de loi sur le sujet adopté à la quasi unanimité.

Un accord durable ne pourra naître que d'un compromis entre toutes les parties calédoniennes. S'appuyant sur la méthode de Lionel Jospin et Michel Rocard, j'ai participé à encourager le dialogue et le respect du peuple Kanak. J'ai également défendu des financements afin de soutenir l'économie calédonienne et une société en crise.

INFOS PRATIQUES

Restons en contact

EN RENDEZ-VOUS



Comme depuis 2022, ma porte est ouverte aux 115 000 habitants des 23 communes de la circonscription. Je peux également me déplacer à votre rencontre dans votre commune. N'hésitez pas à prendre contact !

PERMANENCE - ARTHUR DELAPORTE
Rue Paul Toutain - 14 000 CAEN
02 31 78 15 10
permanence.arthurdelaporte@gmail.com

VISITEZ L'ASSEMBLÉE



Chaque année, j'organise des visites de l'Assemblée nationale. Plus d'infos sur : arthurdelaporte.fr/inscriptionvisite

SUIVEZ MON ACTION

S'abonner à ma lettre mensuelle
ou sur arthurdelaporte.fr/lettreinfo

Fil d'actualité WhatsApp

@ArthurDelaporte
@ArthurDelaporteDepute
@ArthurDelaporte
@ArthurDelaporte
arthurdelaporte.fr

Arthur DELAPORTE
DÉPUTÉ DU CALVADOS

SOCIALISTES
ASSEMBLÉE NATIONALE

Imprimé par Les Imprimeries de Caen
Ne pas jeter sur la voie publique

RENCONTRONS-NOUS

Bilan de mandat
Vendredi 20 NOV
18H30
Hérouville-Saint-Clair
Maison des associations ·
1018 Bd du Grand Parc

Protéger la qualité l'eau
Jeudi 26 NOV
18H30
Villey-le-Sec
Rue Paul Champonnois

Loi sur la fin de vie : quelles modalités concrètes désormais ?
En présence de Stéphane Delautrette, député, responsable du texte de loi
Mardi 1 DÉC · 19H
Mondeville *Salle des fêtes*
Route de Rouen